

PRÉFET DE LA SARTHE

Préfecture
Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

Arrêté n° DCPAT 2019-0128 du 03 JUL. 2019

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société des dépôts pétroliers de la Sarthe (SDPS), « Le Rasnay » à SAINT-GERVAIS-EN-BELIN
Mise en demeure

Le Préfet de la Sarthe
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R.515-99 selon lequel « *l'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité prévu à l'article L.515-40 et lui affecte des moyens appropriés* » ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement et notamment son article 8 selon lequel « *l'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R.515-99 du code de l'environnement* » et le point 6 de son annexe 1 selon lequel « *des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place* » ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 37 selon lequel « *l'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de ces vérifications et maintenance* » ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°03-4840 du 8 octobre 2003 délivré à la SOCIETE DES STOCKAGES DE L'OUEST pour l'exploitation d'un dépôt de produits pétroliers sur le territoire de la commune de SAINT-GERVAIS-EN-BELIN et notamment son article 4.1.1. selon lequel « *l'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie devra être maintenu en bon état de service et régulièrement vérifié par du personnel compétent* » ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 14 juin 2005 délivré à la société TOTAL FRANCE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation n°2011018-0006 du 1^{er} février 2011 délivré à la SOCIETE TOTAL RAFFINAGE MARKETING donnant acte de l'étude des dangers et du programme d'amélioration du dépôt de produits pétroliers se situant au lieu dit « Le Rasnay » sur le territoire de la commune de SAINT-GERVAIS-EN-BELIN et notamment son article 2 selon lequel « *pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement, l'ensemble des mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles, prescrites ou figurant dans l'étude de dangers visée dans le présent arrêté, ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action. Les paramètres relatifs aux performances de ces mesures de maîtrise des risques sont définis et suivis, leurs dérives détectées et*

corrigées, dans le cadre des procédures du système de gestion de sécurité de l'exploitant. L'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier du respect des critères détaillés dans le paragraphe précédent, notamment :

- les programmes d'essais périodiques de ces mesures de maîtrise des risques,
- les résultats de ces programmes
- les actions de maintenance préventives ou correctives réalisées sur ces mesures de maîtrise des risques » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011160-0009 du 9 juin 2011 délivré à la société des dépôts pétroliers de la Sarthe (SDPS) autorisant le changement d'exploitant du dépôt pétrolier situé sur le territoire de la commune de SAINT-GERVAIS-EN-BELIN ;

Vu l'attestation de bénéfice des droits acquis du 9 juin 2016 au titre de la rubrique n°4734-2-a ;

Vu l'étude de dangers de décembre 2014, complétée en juin 2016 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 5 avril 2019 transmis à l'exploitant par courrier en date du même jour conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations apportées par l'exploitant au projet d'arrêté de mise en demeure dans un courrier reçu à la Préfecture de la Sarthe le 23 avril 2019 ;

Considérant que lors de la visite en date du 7 mars 2019, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées, ont constaté les faits suivants :

- il n'a pas été établi de dossier spécifique, et ceci, pour les deux mesures de maîtrise des risques (MMR) du site, comme prévu par la procédure P.I01.14 (de juillet 2014) du système de gestion de la sécurité (SGS) de l'établissement de SAINT-GERVAIS-EN-BELIN ;

- l'absence d'identification des MMR de l'étude des dangers sur le site (que ce soit dans le système documentaire ou sur le terrain) et la méconnaissance des MMR par l'exploitant (représenté par le chef du dépôt de SAINT-GERVAIS-EN-BELIN) ;

- concernant la MMR « détection hydrocarbures et arrêt d'urgence » :

- en l'absence du dossier MMR précité, les paramètres relatifs à la performance de cette MMR ou de certains éléments de celle-ci (indépendance, niveau de confiance, efficacité, temps de réponse, maintenance, test, mode de défaillance) ne sont pas tous définis, ni notamment dans la fiche MMR en annexe de l'étude de dangers de décembre 2014, complétée en juin 2016 ;

- les paramètres relatifs à sa performance ne sont pas tous suivis tels qu'exposés par l'exploitant dans l'étude de dangers, et normalement rappelés dans le dossier MMR dont la mise en place est prévue par le SGS ;

- l'organisation de l'exploitant, en matière de contrôle du respect permanent des deux procédures P.I01.14 « Gestion des MMR » (révision 2 de juillet 2014) et P.C01.02 « Contrôle et maintenance des équipements sur les dépôts équipés de la GMAO » (révision 5 de septembre 2018), n'a pas permis la détection par l'exploitant du non-respect des procédures précitées ;

- lors du test du scénario « feu de cuvette B », l'absence de fonctionnement d'une vanne automatique (DCI n°200), la présence de dysfonctionnements (au niveau de plusieurs déversoirs) et de fuites (au niveau de brides ou de coude de la canalisation du réseau d'alimentation en eau d'extinction) et la dépose d'un manche d'une vanne du circuit pré-mélange au niveau du manifold 3 témoignent d'une lacune dans le maintien en bon état de service des dispositifs de lutte contre l'incendie ;

- les éléments justifiant de la mise en œuvre des actions de maintenance correctives à l'issue des désordres constatés par la société Air Profil (rapports de mai-juillet 2016 et février 2018) n'ont pas été mis à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'origine des actions correctives réalisées par la société TechSub les 6 et 7 novembre 2018 et notamment si elles faisaient suite aux dysfonctionnements identifiés dans les rapports d'Air Profil de mai et juillet 2016 ;

Considérant que la MMR « détection hydrocarbures et arrêt d'urgence » a été prise en compte dans l'étude de dangers, mise à jour en juin 2016, pour l'évaluation de la probabilité des phénomènes dangereux des feux de nappe des cuvettes A et B ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions :

- de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé ainsi que du point 6 de son annexe I,

- de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé,
- des articles 2 et 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2011 susvisé,
- de l'article R.515-99 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que ces dispositions définissent les mesures de sécurité à respecter, a minima, pour ce type d'installations, en vue de prévenir les dangers y afférents ;

Considérant l'inobservation des prescriptions applicables, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SDPS de respecter les prescriptions :

- de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé ainsi que du point 6 de son annexe I,
- de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé,
- des articles 2 et 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2011 susvisés,
- et de l'article R.515-99 du code de l'environnement susvisé,

afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La société des dépôts pétroliers de la Sarthe (SDPS), exploitant un dépôt pétrolier au lieu dit « Le Rasnay » sur la commune de SAINT-GERVAIS-EN-BELIN, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions :

- de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé et de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2011 susvisé en établissant un dossier spécifique pour chaque MMR de l'étude de dangers de décembre 2014, complétée en juin 2016 tel que prévu par la procédure de gestion des MMR P.I01.14 de juillet 2014. Doivent notamment être définis dans ce dossier les paramètres relatifs aux performances de ces MMR (indépendance, niveau de confiance efficacité, cinétique de mise en œuvre, testabilité, maintenance, modes de défaillance) en lien avec les dispositions de l'étude de dangers et le niveau de confiance retenu dans celle-ci (NC de 1) ;
- de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2011 susvisé en suivant les paramètres relatifs à la performance de la MMR « Détection hydrocarbures et arrêt d'urgence » tels que définis dans l'étude de dangers et le dossier MMR défini à l'alinéa précédent ;
- du point 6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé en mettant en place des mécanismes d'investigation et de correction suite aux non-respects des procédures P.I01.14 « Gestion des MMR » (indice 02 de juillet 2014) et P.C01.02 « Contrôle et maintenance des équipements sur les dépôts équipés de la GMAO » (indice 05 de septembre 2018) et en vérifiant l'efficacité des actions de contrôles associées à ces dernières ;
- de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé et de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2011 susvisé en maintenant en bon état de service les dispositifs de lutte contre l'incendie et en tenant à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant des vérifications périodiques et de la maintenance des dispositifs de lutte contre l'incendie ;
- et de l'article R515-99 du code de l'environnement en affectant des moyens appropriés à la gestion des MMR (identification, connaissance, suivi et surveillance des performances) et des moyens de lutte contre l'incendie (test, maintenance, mise en œuvre et suivi des actions correctives).

ARTICLE 2 : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 susvisé.

ARTICLE 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris, à l'encontre des exploitants les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

ARTICLE 4 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télérécours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément à l'article R171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'Etat dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le maire de SAINT-GERVAIS-EN-BELIN, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées et le commandant du groupement de gendarmerie de la Sarthe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Thierry BARON